



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 6 mai 2024
N°1837

5 nouveaux investisseurs pour l'initiative Tibi qui finance le développement des entreprises technologiques

Le Ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Énergie, Roland LESCURE, et la Secrétaire d'État chargée du Numérique, Marina FERRARI, en présence de Philippe TIBI, de l'ensemble des investisseurs institutionnels et des acteurs de Place (fonds d'investissement et experts en financement), **ont annoncé aujourd'hui le ralliement de cinq nouveaux investisseurs** à l'initiative Tibi. Celle-ci vise à renforcer le financement des sociétés technologiques en France, avec pour priorités la décarbonation de l'économie, en lien avec le plan Industrie verte, et les projets de haute technologie.

L'initiative Tibi regroupe un total de 35 investisseurs partenaires, engagés à investir collectivement 7 milliards d'euros dans les fonds d'investissement français qui sont ou seront homologués entre 2023 et 2026. Cet engagement dépasse d'ores et déjà celui du premier volet de l'initiative. La phase 1 avait permis de mobiliser entre 2020 et 2022 plus de 6 milliards d'euros des investisseurs institutionnels générant plus de 35 milliards d'euros d'investissement dans deux segments : le *late stage* non coté et la Global tech cotée.

La phase 2 de l'initiative inclut **deux nouvelles poches de financement : l'*early stage* non coté et le financement de projets industriels innovants.** Cela répond à une forte demande de l'écosystème et à une nécessaire diversification de l'allocation des investisseurs partenaires. L'engagement des investisseurs met particulièrement l'accent sur les enjeux de souveraineté, de financement de la *deeptech*, et de la transition énergétique et écologique.

L'initiative Tibi est un signal très fort sur la capacité de l'économie française à soutenir ses champions de la tech. Les 5 nouveaux investisseurs annoncés ce jour soulignent une nouvelle fois l'attractivité de cette initiative suite à l'engagement renouvelé de l'ensemble des 23 investisseurs partenaires présents dans la phase 1 (2020-2022) et des 7 nouveaux investisseurs partenaires annoncés en juin 2023. Les nouveaux investisseurs signataires sont : La Française des Jeux (FDJ Venture), Groupe ADP, MACSF, Mérieux Développement, Pfizer.

Ce signal a d'ores et déjà été très bien reçu par les acteurs de la Place :

- **Les investisseurs partenaires ont intensifié leur dialogue avec les fonds homologués**, avec une moyenne de 9 investissements chacun. Malgré une conjoncture adverse en 2023, ils ont collectivement investi au-delà du plan de marche de l'initiative.
- **La mobilisation et les levées des fonds sont exceptionnelles** : 92 fonds homologués qui gèrent aujourd'hui 35 Md€ (22 Md€ pour le *venture* et 15 Md€ pour la *Global tech* cotée, avec les mandats associés). La mission estime que cet encours atteindra 55-70 Md€ en 2026, avec un potentiel d'une quinzaine de fonds de *venture capital late stage* gérant chacun plus d'un milliard d'euros.
- **L'écosystème humain se renforce et se diversifie**. Un quart des fonds de *venture* sont des *first time*. Plus de 400 recrutements ont été effectués par ces fonds, pour des effectifs d'investisseurs en technologie en hausse de 40% dans le périmètre des fonds homologués.
- **Les fonds homologués contribuent très substantiellement au financement des *start-up* françaises les plus ambitieuses**. En 2023, les fonds de *venture late stage* ont participé à 90% des levées de plus de 100 M€ et à 56% des levées supérieures à 50M€. Les fonds *Global tech* ont été très actifs dans la formation des prix des introductions en bourse tech françaises et ont fourni une part significative du livre d'ordres.

Dans les mois à venir, la mission, en lien avec le ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, a pour ambition de **renforcer ces axes de progrès et de contribuer à combler les défaillances actuelles de marché** : financer la *deeptech* et les transitions industrielles et écologiques ; financer l'innovation de rupture des entreprises établies et renforcer des capacités de financement primaire de l'écosystème boursier.

Bruno LE MAIRE, ministre de l'Economie et de la Souveraineté industrielle et numérique a déclaré : « *Nous ne réussissons pas la révolution technologique, sans une révolution financière. Pour cela, nous devons orienter bien plus massivement notre épargne vers le financement des entreprises de demain. C'est ce que nous faisons aujourd'hui avec l'initiative Tibi, que l'on continue de déployer. C'est ce que nous ferons demain en construisant une véritable Union de l'épargne et de l'investissement* »

Roland LESCURE, ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Énergie a déclaré : « *L'initiative Tibi permet d'apporter des financements indispensables à la croissance de nos entreprises industrielles innovantes et de structurer un écosystème de fonds capables d'aller désormais encore plus vers des projets deeptech et industriels, et de les accompagner du laboratoire à l'usine. Plus que jamais notre priorité collective doit être la production. Je tiens à remercier l'ensemble des investisseurs et en particulier les grandes entreprises qui se mobilisent pour soutenir nos startups et PME-ETI innovantes. L'initiative Tibi contribue à répondre aux enjeux de la souveraineté et de la transition écologique et énergétique, et participe à la réindustrialisation de la France de façon durable.* »

Marina FERRARI, secrétaire d'État chargée du Numérique a déclaré : « *L'initiative Tibi est la preuve d'une nouvelle phase de maturité atteinte par la French Tech et de l'intérêt des investisseurs pour ces startups. Dans un contexte plus difficile pour les levées de fonds depuis 18 mois, l'engagement de nouveaux investisseurs en faveur du financement de la technologie consacre les perspectives de l'écosystème français, indispensable pour relever les défis des transitions numérique et environnementale. L'initiative Tibi nous permet de nous doter de leaders technologiques pour les décennies à venir.* »

Philippe TIBI a déclaré : « Cette initiative en faveur de la science, de la technologie et du risque est essentielle pour la souveraineté et la prospérité de la France. Au-delà des acquis de la phase 1, les investisseurs partenaires se verront aussi proposer de financer les innovations de rupture des entreprises françaises. »

Les investisseurs institutionnels engagés depuis 2020 sont : AG2R, Allianz, Arkéa, Aéma, ACM, AXA, BNP Cardif, BPCE, Crédit Agricole Assurances, CDC, CNP, Covéa, Crédit Mutuel, EDF, ERAFP, FRR, Generali, Groupama, HSBC, Le Conservateur, Maif, Matmut, Mutuelle de Poitiers, Orano, SGPI, SMA BTP, Société Générale Assurances, Swiss Life, UMR.

Contacts presse :

Cabinet de Roland Lescure, ministre délégué chargé de l'Industrie et de l'Énergie

01 53 18 46 19 - presse@industrie.gouv.fr

Cabinet de Marina Ferrari, secrétaire d'État chargée du numérique

01 53 18 43 70 - presse.senum@numerique.gouv.fr